

Nouvel impôt de 10% sur le secteur off shore

Coup dur pour l'attractivité de la Tunisie

- 330 millions de dinars, recette estimée pour la nouvelle imposition de 10% sur le secteur offshore
- L'imposition des entreprises exportatrices, jusque là exonérées, pénalise la compétitivité et l'attractivité de l'économie nationale, selon l'Institut Arabes des Chefs d'Entreprises (IACE)

Que reste-t-il de l'attractivité de la Tunisie ? C'est qui revient toujours, la question à chaque fois que la Tunisie subit un déclassement dans un rapport mondial, un abaissement de sa note souveraine par une des agences de notation, ou encore lorsqu'on parle des tensions sociales rencontrées par bon nombre d'entreprises étrangères installées en Tunisie. Le débat surgit même, ces derniers jours, après l'annonce de l'imposition du secteur off shore à hauteur de 10%. Un secteur jusqu'aujourd'hui exonéré d'impôt. Mais que va-t-elle rapporter au trésor de l'Etat, cette nouvelle taxation ? Tout compte fait, la valeur générée d'un impôt de 10% pour les seules entreprises offshore tunisiennes est de l'ordre de 313 millions de dinars, selon l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE).

Plus de perte que de recettes ! Dans une analyse publiée récemment par l'IACE, on critique largement le recours du gouvernement, qui voulait en fait maximiser les recettes de l'Etat, à l'imposition du secteur off shore. C'est ainsi que les analystes de l'IACE, affirment que « l'acheminement vers la soumission des sociétés "Offshores" jusque-là exonérées de tous impôts, à un taux de 10% ne constitue aucunement une urgence et cette décision n'est pas opportune ». Façon de dire, que cette décision était, tout simplement, inattendue. « Cette décision apparaît comme étant à contre-courant de ce qui était attendu et espéré », affirme-t-on auprès de ladite étude. C'est dire, qu'au moment où les investisseurs attendent la mise en place



d'une réforme fiscale, outre la genèse d'un nouveau Code d'Investissement, plus favorable, ils se trouvent confrontés à une nouvelle imposition. Est-ce vraiment la panique ? Et quelles seront les retombées de cette nouvelle taxation ? Une lecture attentive de ladite analyse, laisse comprendre que l'imposition du secteur off shore, est

une mesure qui ne sert pas l'économie nationale à court terme. L'économie nationale qui est déjà éprouvée par des échéances à termes de paiements internationaux, outre la pression qui existe sur le marché de travail, se trouve de plus en plus menacée de perdre sa compétitivité en comparaison avec ses concurrents. « La Tunisie per-

dra son dernier avantage comparatif au profit de ses concurrents, qui ne remettent pas en cause ces mêmes avantages et qui bénéficient aujourd'hui, incontestablement, d'une meilleure image », expliquent les analystes de l'IACE. Est-ce vraiment le cas ?

Zied DABBAR

Déficit commercial : le statu quo

Le déficit commercial se maintient au terme des 10 premiers mois de l'année en cours à 9893,3 MDT contre 9889,5 MDT enregistrés une année auparavant. L'écart ne cesse de se creuser entre exportations et importations. Le taux de couverture des importations par les exportations tombe à 69,8% contre 74,9% relevés au terme du mois d'octobre 2011.

Les exportations tunisiennes se sont améliorées pour atteindre une croissance de 4,9%. Quant au rythme des importations il s'est ralenti considérablement avec un rythme de croissance de 3,4% cette année contre une variation de 13,4% observée une année auparavant. La décélération du rythme des importations a permis quand même de garder le même niveau du déficit enregistré l'année dernière. Néanmoins, elle peut être également considérée comme le signe révélateur d'une morosité du marché, notamment de la production qui reste paralysée par l'imbroglio politique, les mouvements sociaux et la menace terroriste.

Par ailleurs, la répartition des échanges commerciaux par régime mentionne un déséquilibre total entre le régime général et le régime off shore. D'ailleurs, ce dernier enregistre un solde commercial excédentaire de 4978,7 MDT avec un taux de couverture de 153,6%. Quant au régime général, le déficit plonge à -14871,9 MDT. Ainsi le régime off shore continue de compenser la balance commerciale.

Y.G.A

Qatar Airways annonce La promotion "BIGGER WORLD"

- La compagnie aérienne offre des tarifs spéciaux aux voyageurs pour célébrer son entrée dans l'alliance oneworld

Pendant 3 jours seulement, Qatar Airways offrira aux voyageurs jusqu'à 25% de réduction sur ses vols, afin de célébrer son entrée au sein de l'Alliance oneworld.

La promotion 'Bigger World' se déroule du 11 au 13 novembre. Durant cette période, les clients peuvent acheter immédiatement leur billet, pour un voyage entre le 14 novembre 2013 et le 19 juin 2014.

La promotion débute à minuit le 11 novembre, et se termine le 13 novembre à 23h59 (heure locale). Les réductions s'effectuent sur la base des tarifs aller-retour via Doha. De Londres à Melbourne ou de New York à Delhi, Qatar Airways propose plus de 130 destinations via Doha comme point de transit. La durée minimum de séjour est de 3 jours, et la durée maximum de séjour est d'un mois, à l'exception de l'Australie où la durée maximum de séjour est de 3 mois.

Pendant cette promotion, des périodes d'embargo s'appliquent: du 18 au 23 décembre 2013, et du 2 au 12 janvier 2014. Pour effectuer une réservation, les clients peuvent visiter le site www.qatarairways.com/biggerworld, ou se rendre chez un bureau de vente Qatar Airways ou dans leur agence de voyage préférée.

En 2013, Qatar Airways a étendu son offre avec 11 nouvelles destinations à ce jour: Gassim (Arabie Saoudite), Najaf (Iraq), Phnom Penh (Cambodge), Chicago (Etats-Unis d'Amérique), Salalah (Oman), Bassora (Iraq), Sulaymaniyah (Iraq), Chengdu (Chine), Addis Ababa (Ethiopie), Ta'if (Arabie Saoudite) et tout récemment l'aéroport Clark de Manille (Philippines).

Dans les semaines et les mois qui viennent, le réseau va encore s'étendre avec Sharjah et Dubai World Central, tous les deux aux Emirats Arabes Unis (1er mars, 2014), Philadelphie, Etats-Unis d'Amérique (2 avril 2014) et Miami, Etats-Unis d'Amérique (10 juin, 2014). Le 30 octobre 2013, Qatar Airways a rejoint l'alliance oneworld, devenant ainsi la seule grande compagnie aérienne du Golfe à rejoindre une alliance internationale. oneworld dessert près de 1000 aéroports dans plus de 150 pays, avec 14 000 départs quotidiens.

ICT 4All Forum 2013

Une opportunité d'échanges entre startups et investisseurs, soutenue par Microsoft

L'ICT 4All Forum, qui se déroulera du 11 au 14 novembre 2013, sera une occasion propice pour 10 startups tunisiennes de présenter leurs projets à des investisseurs privés et institutionnels, intéressés par l'innovation dans le secteur des TIC. Le forum proposera également une session de networking entre ces jeunes entreprises, inscrites au programme de parrainage de startups de Microsoft, et des investisseurs potentiels.

Les fondateurs de ces startups présenteront différents projets dans le domaine de l'IT, des plateformes en ligne offrant des services tant à l'attention des professionnels que des particuliers, des solutions environnementales ainsi que des concepts apportant des solutions dans le secteur des télécoms.

Pr Fctory

A noter

Selon l'analyse de l'IACE, environ 60% des entreprises bénéficient d'exonération d'impôt soit l'équivalent de 3.500 millions de dinars de l'assiette de l'impôt qui s'élève à 5.800 millions de dinars, parmi ces entreprises 82% sont des entreprises totalement exportatrices bénéficiant de 2.900 millions de dinars dont 57% sous forme d'exonération de payer l'IS soit 1.653 millions de dinars.

Le contraste !

La stabilité politique, économique, la sécurité ainsi que les avantages fiscaux et disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée, les infrastructures modernes outre l'accès facile aux financements bancaires, sont d'une façon générale les critères essentiels pour faire d'un pays

attractif en matière des investissements étrangers. Ces avantages constituent la garantie suffisante de l'attractivité de tout pays. Pour la Tunisie, aux yeux des organisations internationales et des sociétés de classement en terme de « risque pays », ces avantages se rétrécissent. Conjoncture oblige, la Tunisie se trouve dans une situation de crise politique et économique. Gouvernement oblige, la Tunisie risque de perdre l'un de ses principaux avantages attractifs, selon les analystes de l'IACE.

Attractivité en risque

Selon l'IACE, les indicateurs en rapport avec l'attractivité et la compétitivité de l'économie nationale sont au rouge :

- La Tunisie classée 58ème par l'UNIDO dans « Com-

petitive Industrial Performance Report 2012/2013» sur la performance industrielle de 135 pays.

- Déclassement de la Tunisie dans les rapports de la banque mondiale: Doing Business 2013: 50, DB2012: 45 contre 40 au DB2011.

• Absence totale de la Tunisie du Forum économique de Davos : World Competitiveness report 2012/13 et classement en 83 position en 2013 parmi 148 économies

- Dégringolade de la notation de la Tunisie par les organismes de mesure du risque pays tel que l'agence de notation Standard and Poor's.

• La Tunisie est 81ème en termes de liberté économique dans « Economic Freedom of the World - rapport annuel 2013 ». (EFW 2013) sur 152 pays.

Chronique

Les inégalités : Aiguillon ou handicap pour la croissance ?

Il est courant dans le débat politique d'opposer les approches ultralibérales de Friedrich Von Hayek (1899-1992), économiste autrichien (prix Nobel d'économie en 1974) et de Milton Friedman (1912-2006, Prix Nobel d'économie 1976 et ancien conseiller de Ronald Reagan aux Etats-Unis, de Margaret Thatcher au Royaume-Uni, d'Augusto Pinochet au Chili, ou de Brian Mulroney au Canada) à l'approche de Johan Maynard Keynes (1883-1946) et ses disciples qui prônent -légitimement- l'intervention de l'Etat car ils considèrent que l'économie ne s'autorégule pas parfaitement. Les exemples les plus cités sont : le modèle du capitalisme anglo-saxon, qui serait plus souple, plus capable de générer de la croissance, mais au prix d'un haut degré d'inégalité ; et, le modèle allemand ou encore des pays nordiques, qui serait plus attentif à la cohésion sociale, plus protecteur pour les salariés, mais moins capable de favoriser l'investissement et le dynamisme économique. Le débat revient alors à se poser la problématique suivante : Faudrait-il accepter plus d'inégalités ou renoncer à la croissance ?

Les inégalités, aiguillon de l'activité économique

Pour les libéraux, le marché permet l'allocation optimale des ressources. La redistribution dissuade les agents de contribuer à l'activité économique dans toute la mesure de leurs possibilités. La rémunération fixée par le marché reflète la contribution de chacun à la production et stimule donc les talents. Limiter les écarts de rémunération est décourageant. Les individus ne sont pas incités à exploiter pleinement leurs capacités puisque cet effort ne sera pas rémunéré à sa juste valeur.

Ainsi, distribuer des prestations sociales peut modifier l'équilibre du marché du travail et entraver



l'activité des entreprises et donc la croissance. Si les individus perçoivent sans travailler un revenu mensuel de 250 dinars constitué des prestations sociales (revenu minimum de dignité pour leur éviter la nécessité du besoin, allocation familiale, aide au logement...), les entreprises ne pourront embaucher aucun salarié pour un revenu inférieur à 250 dinars : c'est le « salaire de réservation », salaire en-dessous duquel les travailleurs se « réservent » d'offrir leur travail. Les travailleurs qui auraient pu être employés pour des salaires inférieurs à 250 dinars

Selon « l'effet de percolation » (en anglais trickle down), l'accroissement des revenus des classes aisées et des catégories socio-professionnelles supérieures profite à l'ensemble de la société : Leurs investissements et leurs consommations soutiennent la croissance économique selon ce que Joseph E. Stiglitz appelle (sans y adhérer) « l'économie des retombées ».

Les inégalités, handicap pour la croissance

Pour J.M. Keynes et ses disciples, un degré d'inégalité trop important est un frein à la crois-

Le creusement des inégalités affaiblit le lien social et peut déboucher sur un niveau d'instabilité des institutions publiques qui rend le futur très incertain.

resteront oisifs et la production correspondante n'aura pas lieu.

Par ailleurs, pour aller jusqu'au bout de la logique libérale, il faudrait reconnaître que les catégories aisées présentent une plus forte propension à épargner. La hausse de l'épargne se traduit, selon toute logique, par une baisse du loyer de l'argent (taux d'intérêt). L'investissement s'en trouve stimulé : les entreprises retiennent des projets d'investissement même si leur rentabilité est limitée car le financement est peu coûteux.

En effet, le revenu, pour les entreprises n'est pas qu'un coût, c'est aussi un débouché. Les salariés sont des consommateurs qui vont acheter les biens et les services produits par les entreprises. En particulier, les plus pauvres, parce qu'ils ont peu de capacité à épargner et vont consommer la majeure partie de leur revenus. Encore faut-il que cette consommation porte sur des produits tunisiens et non pas des produits chinois dont la qualité laisse à désirer ?



Par Pr. Ezzeddine Ben Hamida

Ainsi, si le partage de la valeur ajoutée est trop défavorable aux couches les plus pauvres, les entreprises auront des débouchés réduits et limiteront leur activité ; la croissance sera donc ralentie. D'autant plus que l'effet dit « accélérateur », une augmentation de la consommation aura des effets plus que proportionnels sur l'investissement et la croissance.

Pour certains économistes (école de la régulation), c'est la baisse des inégalités et de la pauvreté qui ont permis, justement, au modèle capitaliste d'éviter ses crises de surproduction. En effet, l'institutionnalisation des conflits (syndicats, développement du droit du travail, conventions collectives réglementant les salaires, etc.) a permis que le partage de la valeur ajoutée ne soit pas trop défavorable au travail, ce qui s'est traduit par une élévation des salaires.

D'après les tenants de la théorie de la croissance endogène, un des facteurs principaux de la croissance est la productivité, elle-même fonction du stock de connaissance. Pour que ce stock s'accroisse, il faudrait que la population soit bien éduquée. En effet, de trop fortes inégalités sont de nature à compromettre l'accès à l'éducation. La Tunisie qui a promu un accès égalitaire au savoir compte parmi les pays qui ont connu la plus forte croissance. Notre problème réside plus tôt dans la répartition des fruits de cette croissance : une répartition inégale, particulièrement les 30 dernières années, qui s'est traduite par des grands clivages.

Enfin, le creusement des inégalités affaiblit le lien social et peut déboucher sur un niveau d'instabilité des institutions publiques qui rend le futur très incertain. En effet, notre glorieuse révolution n'est-elle pas le résultat de ce creusement des inégalités ? Et, le désordre que nous avons connu

Ezzeddinebenhamida.jimdo.com